

Élections législatives des 11 et 18 juin 2017

4^e circonscription de Côte-d'Or

Niels Législatives 2017

Planel

Ne pas jeter sur la voie publique

Pour vous représenter autrement !



Niels Planel Officiel



@NielsPlanel



Niels Planel 2017

www.Nielsplanel.fr

L'heure est grave. En France, de 2004 à 2014, sous trois présidences différentes, la pauvreté s'est étendue à un million de nos concitoyens, pour un total estimé aujourd'hui à près de 9 millions de Français, en majorité des jeunes. Et la situation ne s'améliore pas, y compris en Haute Côte-d'Or, conduisant les gens à désespérer du futur ou à se tourner vers des extrêmes qui n'ont aucune proposition sérieuse à faire pour résoudre nos défis.

Pourtant, le chômage, la précarité et l'absence d'égalité entre les territoires favorisés comme Paris et les autres, désindustrialisés et abandonnés, ne sont pas une fatalité. Au contraire, ils résultent de mauvais choix politiques, voire d'une absence de volonté chez les gouvernements successifs pour s'attaquer de front à ce qui est devenu le plus grand défi de notre époque. Pendant ce temps, les partis ne trouvent pas de réponse à la crise profonde qu'ils traversent mais préviennent tout renouveau politique.

Les vieilles solutions ne marchent plus. Une nouvelle génération doit prendre ses responsabilités, indépendante de partis aujourd'hui obnubilés par leurs seuls intérêts et peinant à innover. Elle doit bâtir une nouvelle espérance. Ma candidature aux élections législatives s'inscrit dans cette démarche.

Je veux être de ceux qui, dans notre Assemblée nationale, tendront l'oreille et une main amie aux mères seules, aux travailleurs pauvres, aux agriculteurs frappés par la crise, aux seniors précarisés, aux indigents, aux oubliés – à tous ceux qui n'ont pas de voix mais ont un cœur, à tous ceux qu'ignore le système et que veulent récupérer les extrêmes. A ces jeunes qui veulent réussir leur vie en Haute Côte-d'Or, y entreprendre, y créer des emplois. A nos concitoyens qui veulent simplement retrouver de la dignité et de l'espoir. **Formation continue et professionnelle, mécanismes de lutte contre l'exclusion, éducation améliorée, fiscalité plus juste, réforme du système politique, protection de la Sécurité sociale : on peut agir ! Et ce faisant, c'est la société dans son ensemble qui va se remettre en mouvement, puisant dans l'énergie de ses talents en sommeil.**

En mettant en place de nouveaux moyens de concertation au sein de notre circonscription, je veux aussi porter votre voix à l'Assemblée nationale, non pas celle des partis politiques. Avec votre soutien, je serai un député de combat : je me battrais avec énergie et force pour que mes engagements soient entendus, débattus, et adoptés. Foin des fausses promesses : pour concevoir mon programme, j'ai consulté de nombreux experts de premier plan pour élaborer des propositions réalistes, à la mesure des défis qui sont les nôtres.

Avec une dose de volonté et de dynamisme, nous pouvons créer en Haute Côte-d'Or et partout en France les opportunités que la jeunesse doit aller trouver ailleurs depuis trop longtemps ; nous pouvons briser les privilèges et abattre les résistances, de telle sorte qu'un enfant n'importe où en France puisse aspirer à donner le meilleur de lui-même en sachant que ses efforts ne seront jamais vains, et ce, peu importe le réseau, l'origine ou le patrimoine de sa famille !

A l'issue de ces efforts, nous verrons poindre une République nouvelle, en paix avec elle-même, dynamique, porteuse d'espérance, où les destinées se forgeront au mérite et non plus à la naissance, où, enfin, chacun pourra devenir ce qu'il est. Alors n'ayons plus peur de changer ! Ce sera, pour notre génération, un long combat, et qui commence dans les urnes ce printemps ; mais c'est dans ce possible qu'il faut puiser la force d'espérer. Nous le devons à notre belle nation, et ce, afin que vive la France, et vive la République !

Niels Planel



Biographie

Cette dernière expérience l'a amené à travailler au contact de grands leaders internationaux, de ministres, de diplomates, de dirigeants d'entreprises et d'universitaires reconnus mondialement et lui a permis d'acquérir une connaissance intime des enjeux de la mondialisation.

Niels Planel est passionné depuis toujours par la lutte contre la pauvreté et s'est également investi dans les quartiers populaires à titre bénévole, développant des projets originaux de participation citoyenne : optimiste incurable, il croit au volontarisme et à l'innovation sociale pour apporter des solutions à la question de la précarité et du chômage.

Auteur prolifique, il a publié dans toute la presse française ainsi que plusieurs livres, dont *Un autre souffle au monde* (éd. Le Bord de l'eau), salué par la critique comme un « manifeste anti-décliniste ». Qualifié par le Bien Public de « voix qui tranche avec l'air ambiant » et par le journal Les Echos de « voyageur infatigable, atypique à la fois par son profil et son itinéraire », Niels Planel a visité 55 pays par passion ou pour le travail et parle couramment anglais et japonais tout en apprenant actuellement l'espagnol. Quand il ne voyage pas à l'étranger, il passe son temps à Semur-en-Auxois et dans la région, en famille ou avec les amis. Né en 1981, Niels Planel a 36 ans.

Extrait d'une tribune parue dans L'Auxois Libre du 11 novembre 2016

« Il serait vain de nier que la République, meurtrie par la douleur, reste traversée de vives tensions susceptibles de mener à l'embrasement à chaque nouvelle attaque. Vain de nier que certains de ses citoyens sont éprouvés par la tentation du repli sur soi ou la peur de l'autre, qu'attisent les extrêmes de tout bord. Vain de nier que le groupe Daech a réussi à semer des graines de discorde.

Pourtant, la réussite de la France en matière de tolérance ne doit pas, ne peut pas être une quête vaine. D'abord parce qu'elle en a les moyens, parce que le feu de la République est loin d'être éteint, qu'il grandira à mesure qu'on lui apportera un souffle nouveau. Ensuite, parce que les contrées qui ont fait montre de solidarité à son endroit en 2015 l'observent, attendent d'elle qu'elle trace un chemin d'espérance en une époque troublée.

En ces temps d'hystérie identitaire, instrumentalisée par les extrêmes, on en oublierait presque que le vrai sujet du jour est que la société française avance dans le sens d'une profonde sécularisation. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les Français, qui peuvent en prime s'appuyer sur la loi de 1905 garantissant à chacun la liberté de conscience, habitent déjà une société beaucoup plus apaisée qu'on veut nous le faire croire.

Ce devrait être une priorité pour les générations les plus jeunes de s'appuyer sur cette certitude pour retrouver en elles comme un sentiment de concorde, ressusciter un désir de vivre ensemble. Cela prendra 10 ou 20 ans mais la France a tout pour réussir ce nouveau « plébiscite de tous les jours », selon la noble formule d'Ernest Renan – plébiscite qui redéfinira à son tour la nation. »

Aujourd'hui consultant international, Niels Planel est diplômé de l'INALCO et de Sciences Po Paris (2004). Il a travaillé au Japon pour l'un des principaux conseillers du Premier ministre réformateur Koizumi (2005-2007) ainsi que pour la Banque mondiale (2007-2014), une grande institution internationale en charge de la lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement. Il a ensuite été conseiller de la directrice générale du Fonds vert pour le climat (2014-2016), organisation internationale œuvrant contre les changements climatiques, qu'il a aidé à mettre en place.

Lutter contre la fracture territoriale & la pauvreté

Les inégalités et la pauvreté se creusent, cette dernière touchant aujourd'hui près de 9 millions de personnes. Nombreux, trop nombreux sont les Français à avoir des difficultés pour payer les frais médicaux, les notes d'électricité ou de chauffage, le loyer, les transports, les courses ou la cantine. Surtout, la fracture territoriale est devenue une cruelle réalité : si les grandes villes ont un taux de chômage au-dessous de la moyenne nationale, et une abondance de services, les territoires les plus éloignés, notamment ruraux comme le nôtre, sont eux pénalisés par une mise à l'écart des dynamiques économiques et une pénurie de services. Dans ces territoires, la priorité doit donc être de renforcer et d'étendre le plus largement possible la loi « territoires zéro chômeur de longue durée » visant à résorber fortement le chômage de longue durée en permettant à des demandeurs d'emploi d'être embauchés en CDI par des entreprises qui remplissent les conditions fixées par la loi, pour exercer des activités économiques pérennes et non concurrentes de celles déjà présentes sur des territoires allant de 5000 à 10 000 habitants. Dans ce contexte, je propose :

- La création de 100 « territoires zéro chômeur de longue durée » (contre seulement 10 aujourd'hui) ;
- La clarification et la pérennisation des modes de financement de ces projets ;
- Un partenariat accru entre l'Etat et les associations reconnues d'utilité publique investies dans la lutte contre la pauvreté pour que le premier puisse apprendre des expérimentations couronnées de succès des secondes et les pérenniser ;
- Une étude de faisabilité d'un « patrimoine pour tous », une dotation de départ en vue de lutter contre les situations de rentes.

L'école contre les déterminismes sociaux

La France est le pays de l'OCDE dans lequel les origines sociales pèsent le plus lourdement sur la réussite scolaire. C'est pourquoi l'école doit aider chacun à s'extraire de ses déterminismes sociaux plutôt que de les renforcer. Un investissement massif sur la fin de la maternelle et le primaire, et l'orientation en fin de seconde, qui sont les deux moments où se créent les inégalités, sont indispensables. Aussi, j'agirai pour :

- Focaliser les efforts du système éducatif sur la petite enfance (crèches et maternelles), et notamment augmenter massivement le taux d'encadrement à l'école maternelle, particulièrement dans les zones d'éducation prioritaire ;
- Proposer des petits déjeuners à l'école pour favoriser de meilleurs résultats (aujourd'hui 12% des écoliers et 30% des adolescents partent étudier le ventre vide et ne peuvent se concentrer) ;
- Renforcer le travail d'orientation scolaire et professionnelle dans les établissements scolaires, dès le collège et en particulier au lycée ;
- Lutter contre l'illettrisme, notamment via la création d'un service civique pour les seniors (avec formation à la clé) pour que ceux-ci se mobilisent et aident les plus jeunes générations à apprendre à lire et écrire ;
- Ouvrir les bibliothèques les soirs et week-ends, ce qui est crucial pour ceux qui ne peuvent étudier dans le calme chez eux. Les bibliothèques doivent également être dotées d'internet ;
- Faire en sorte que plus aucun élève ne rentre en 6e sans avoir validé les acquis du primaire ;
- Permettre aux adolescents de rester dans les mêmes classes que leurs amis entre la 3e et la 2nde : il est prouvé que cela augmente la réussite scolaire de 20%, sans coûts supplémentaires ;
- Avoir des enseignants mieux rémunérés et mieux reconnus ;
- Renforcer l'autonomie et l'évaluation des universités et des universitaires ;
- Inciter au partage des méthodes pédagogiques gagnantes au travers de la création d'une base de données nationale.

Une seconde chance dans la vie : La formation professionnelle et continue au service de la mobilité sociale et de l'inclusion

Alors qu'il va, selon l'organisation McKinsey, y avoir, sur le marché du travail des pays riches et de la Chine, un déficit de 40 millions de travailleurs éduqués sur les prochaines années mais un surplus de 90 millions de travailleurs peu qualifiés par rapport aux besoins des employeurs, offrir aux Français une qualification du supérieur est un impératif comme une promesse de succès dans le monde qui vient. Pourtant, en France, 2 millions de jeunes de 15-29 ans ne sont ni à l'école, ni en formation, ni en emploi. Pire, 80% des chômeurs en France n'ont pas le bac. La formation professionnelle et continue est donc une nécessité dans un monde qui change de plus en plus vite. Je propose de :

- Démocratiser l'accès aux stages dans les entreprises ;
- Clarifier les dispositifs de la formation professionnelle et continue afin de les rendre plus accessibles ;
- Faire respecter l'obligation de formation prioritaire des salariés les moins qualifiés ;
- Accorder un contrat d'évolution à tout demandeur d'emploi qui accepterait de se former en échange d'une rémunération, en substitution à l'allocation chômage ;
- Favoriser la mobilité choisie ;
- Encourager la création d'entreprise, y compris en ouvrant un centre d'assistance dynamique basé dans notre circonscription.

POUR UNE RÉFORME FISCALE PROGRESSIVE !

Aujourd'hui, les 1% les plus riches paient moins d'impôts (tous impôts confondus) en proportion de leur revenu que les classes moyennes et populaires. Il est plus que temps de :

- Rendre plus lisible la fiscalité française ;
- Mettre en débat démocratique l'ensemble des niches fiscales ; supprimer celles qui ne sont pas justifiées, voire injustes et inefficaces, préserver celles qui sont justes (déductions aux associations reconnues d'utilité publique, travaux d'isolation thermique, etc) ;
- Revenir à des barèmes et des taux d'imposition nettement plus progressifs et réguler pour cela "l'optimisation fiscale" (Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, les entreprises du CAC40 ne paient plus qu'à un taux d'imposition réel de 8% alors que les petites entreprises versent 30%) ;
- Simplifier la feuille de paie ;
- De procéder à une fusion CSG/impôt sur le revenu ;
- En finir avec le quotient familial de l'impôt sur le revenu, qui procure un avantage proportionnel au nombre d'enfants et au revenu, et le remplacer par une somme fixe pour prendre en compte la charge induite par un enfant ;
- Renforcer la fiscalité du patrimoine des ménages (impôt sur la fortune, droits de succession) pour combattre les inégalités sociales et leur reproduction.

RÉFORMER LE SYSTÈME POLITIQUE, IMPLIQUER LES CITOYENS DANS LA VIE PUBLIQUE !

Une demande de transparence et de justice à l'égard des institutions et de leurs représentants s'exprime aujourd'hui fortement au sein du peuple français. Dans le même temps, il est devenu essentiel pour les citoyens de s'impliquer afin de favoriser un renouveau démocratique : nous passons du droit de cité au devoir de cité. Je proposerai donc :

- La limitation à 2 mandats d'une charge élective, afin de diversifier le corps politique ;
- De faciliter l'accès des salariés et des citoyens aux fonctions d'élus ;
- De rendre inéligible à vie toute personne condamnée pour corruption ;
- D'encadrer les pratiques de pantouflage ;
- D'instituer, à titre expérimental, le vote obligatoire pour les élections présidentielle et législatives de 2022. En parallèle, la prise en compte du vote blanc sera renforcée ;
- D'associer, quand c'est possible, les citoyens à l'écriture de la loi
- D'apprendre à tous les Français les gestes de premier secours, notamment en une époque marquée par des attentats sanglants.

PROTÉGER NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE

La Sécurité sociale est au cœur du contrat social français. En tant que député, je voterai systématiquement contre toute atteinte à son encontre, notamment la diminution des remboursements de soins de santé, de révision à la baisse des retraites des seniors, etc. Aux Etats-Unis, la réforme de l'Etat-providence de 1996 a abouti 20 ans plus tard à ce que 1.5 million de familles vivent avec seulement 2 dollars par jour. La France ne doit pas suivre cette voie.

LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE ET LES PARADIS FISCAUX

Chaque année, des dizaines de milliards échappent à l'impôt, accroissant d'autant la pression fiscale sur les contribuables des classes moyennes et populaires. Ces sommes pourraient pourtant servir à financer des politiques ambitieuses. Dans un souci de lutte contre l'injustice fiscale et les inégalités qui en résultent, je propose de :

- Faire un bilan des actions de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales entreprises depuis la crise de 2008 par l'administration française pour tirer parti des mesures les plus efficaces ;
- Pousser à davantage de coordination, d'harmonisation des règles et d'échanges d'informations entre les pays de l'UE afin d'instaurer une plus grande justice fiscale, de lutter contre les abus (notamment des multinationales) et permettre aux Etats de mieux récupérer les recettes qui leur échappent ;
- Au-delà, poursuivre la lutte contre les paradis fiscaux.

LUTTER POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

On s'en souvient : la Bourgogne a été frappée au printemps 2016 par un fort épisode de gel qui a endommagé de nombreuses parcelles de vigne et porté ce faisant un coup aux récoltes et aux trésoreries des exploitations viticoles. Selon le Conseil Economique, Social et Environnemental, si les ambitions de la COP21 n'étaient pas atteintes, en France, nombre d'étés de la seconde partie de notre siècle seraient plus chauds qu'en 2003, les problèmes de précipitations, de sécheresses, d'élévation du niveau de la mer, de cyclones plus intenses seraient exacerbés et les impacts sur la santé humaine déjà observés avec une évolution de l'incidence et de l'intensité des pathologies seraient démultipliés. Presque tous les secteurs de notre économie seraient affectés et certains territoires pourraient s'avérer plus vulnérables à ces conséquences. Et ces conséquences risquent d'être encore plus sensibles pour les couches les plus pauvres de la population. L'objectif central de la justice climatique est de tout faire pour que le réchauffement n'accroisse pas les inégalités. Dans ce contexte, il faut que :

- Les stratégies de lutte contre le changement climatique et les politiques d'adaptation soient intégrées dans la politique de lutte contre la pauvreté ;
- Les politiques et mesures pour lutter contre les changements climatiques soient évaluées au regard de leurs bénéfices pour les personnes les 20 % les plus pauvres ;
- Face aux risques d'accroissement des inégalités liées au réchauffement climatique, des efforts de recherche doivent être intensifiés, notamment avec le développement des services climatiques qui jouent un rôle important dans les stratégies d'adaptation
- La transition écologique soit préparée et accompagnée par la formation des travailleurs selon les secteurs d'activité ;
- Les populations les plus défavorisées puissent bénéficier des formations et créations d'emplois liées à la mise en œuvre de la transition écologique.

LUTTER CONTRE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL, LE STRESS DES AGRICULTEURS ET LES RAVAGES DU CHÔMAGE

Chaque année, le chômage tue plus de 10 000 Français. Et à l'époque qui est la nôtre, friande de management brutal et d'emplois parfois vides de sens, le travail tue 1000 personnes annuellement et le burn-out, les conditions du travail ou les troubles musculo-squelettiques dans l'industrie abîment salariés et employés. De leur côté, les agriculteurs font face à des suicides au quotidien dans un contexte de crise du secteur. Il y a en France de grandes poches de mal-être auxquelles il est urgent de s'attaquer. Je propose de :

- Renforcer la médecine du travail ;
- Créer un site et un numéro vert anonyme pour proposer des soins et de l'aide ;
- Reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle ;
- Aider les chômeurs par la réinsertion au travers des dispositifs susmentionnés ;
- Prévenir les suicides dus au mal-être professionnel ;
- Mettre en place des programmes de lutte contre les drogues.

